

Discours de clôture du XXIème congrès de la CR à Agen.

Monsieur le ministre

Je suis heureux de clôturer ce 21ème congrès de la CR à Agen car en bon gascon, je me sens ici un peu chez moi.

Excusez-moi, j'ai dit M. le ministre, mais comme vous le constatez, Stéphane Le Foll n'est pas là, il a un agenda très chargé.

Agenda très chargé qui ne l'empêche pas de recevoir les autres syndicats, y compris ceux qui ne sont pas représentatifs comme le Modéf, qu'il a vu deux fois en 2014 dans son cabinet, et une autre fois chez son président pour s'éviter un passage à Marmande.

M. le ministre, je me souviens d'une promesse électorale avant ce quinquennat, qui disait : « moi président je veillerais au pluralisme syndical ».

Nous ne nous sommes pas rencontrés dans votre bureau depuis que vous êtes venu au congrès de Saint-Malo.

N'oubliez pas que vous êtes le ministre de tous les agriculteurs, que la CR n'est pas un syndicat illégal et qu'il ne suffit pas de serrer quelques mains au pas de charge dans des salons agricoles pour faire croire que vous entretenez un dialogue avec nous.

J'ai dû hausser le ton auprès de vos services, pour enfin obtenir un rendez-vous le 8 décembre. Nous viendrons vous faire part de nos propositions pour faire face à la grave crise agricole qui se présente.

Dans mon intervention, je veux commencer par un sujet transversal que nous devons toujours avoir à l'esprit : **L'unité des agriculteurs.**

Dès le début de notre combat nous avons inscrit comme principe de base pour défendre notre métier : « tous unis ».

Par méconnaissance, par simplisme et démagogie politique, par calcul et intérêt de certains syndicats spécialisés, les céréaliers et les éleveurs entre autres, sont catégorisés, stigmatisés et surtout montés les uns contre les autres.

La diabolisation du riche céréalier, tout comme celle de l'éleveur porcin pollueur est un exercice aussi facile que ridicule.

Demander aux uns de condamner les autres, exiger que certains compensent les pratiques des autres, transférer leurs droits sans prendre en compte leurs coûts de production respectifs, ne voir que le conjoncturel... voilà qui ne sera jamais la vision de la CR.

Pour la CR, l'agriculture est diverse et variée mais son existence repose sur un équilibre de toutes les productions, vital pour son avenir.

N'oublions pas que 50% des céréales sont consommées par les productions animales et que si une majorité d'agriculteurs arrête l'élevage au profit des céréales, les cours de celles-ci chuteront.

Pourtant en 2014, les productions végétales comme les productions animales ne sont pas à leur juste prix.

Hormis une partie de la viticulture, toutes les autres productions sont en crise, impactant de ce fait même les productions sous signe de qualité.

Cette crise est d'abord une crise du revenu des agriculteurs, qui menace leur quotidien et leur avenir à court et moyen termes.

Nous devons lutter contre le « diviser pour mieux régner » qui nous rend tous plus vulnérables face à l'agroalimentaire qui continue à engranger des bénéfices.

Alors, la faute à qui ?

Il est vrai que le coût des intrants a beaucoup augmenté et les charges de toutes sortes ont explosé. Cela pourrait être absorbé si les autres acteurs des filières et les pouvoirs publics acceptaient d'en tirer les conséquences.

Nous ne voulons plus être la variable d'ajustement des prix, et sur ce constat, la grande distribution n'est d'ailleurs pas forcément le maillon de la chaîne le plus difficile à convaincre.

En revanche, la coopération, les transformateurs, et l'Etat restent sourds. Parmi ces trois acteurs, s'il en est un que nous devons reprendre en main, c'est bien une certaine coopération qui, par des montages juridiques, échappe au principe fondateur d'un homme une voix, permettant à ses adhérents de décider des grandes orientations.

Lors de la table ronde entre la profession agricole et la grande distribution organisée par Stéphane Le Foll et Emmanuel Macron pour trouver des solutions à la crise, Philippe Mangin, président de Coop de France, a demandé de continuer à « **massifier l'offre** ».

En clair pousser encore plus la concentration et l'intégration via la coopération.

Et pour ceux qui doutent encore, une prise de position récente de la FNCL (fédération nationale des coopératives laitières) le prouve. Je cite : « **si la sortie des quotas représente des risques liés à la dérégulation totale des marchés, elle est une opportunité pour les coopératives et les associés coopérateurs de développer leur activité** ».

Les laitiers et autres producteurs de porcs ou de volailles doivent bien noter le terme « **d'associé coopérateur** ».

Pour redonner du pouvoir aux « **adhérents coopérateurs** », la CR demande à

rentrer dans le Haut commissariat de la Coopération Agricole, afin que la FNSEA ne soit plus le seul syndicat à représenter l'ensemble de la profession.
Le respect du pluralisme syndical est à ce prix.

Il est urgent que l'Europe sorte du dogme du libre marché.

Prenons l'exemple de la production laitière.

L'assemblée générale de l'EMB où nous siégeons via l'OPL, qui s'est tenue récemment en Bretagne a permis de prendre conscience que dans moins de 120 jours, les quotas laitiers auront vécu.

Depuis des mois, les prix du lait chutent dans tous les pays européens.

Partout en Europe, la production est déconnectée du marché et la surproduction se généralise.

Tout le monde prédit la catastrophe mais personne ne bouge !

L'Europe a mis en place un observatoire des prix et des marges mais pour l'instant, il observe sans apporter de solution.

L'Etat français pourrait appuyer les éleveurs dans leurs négociations contractuelles face à l'industrie. **Il ne le fait pas.**

La contractualisation dénoncée par la CR ne sert d'ailleurs à rien. Les OP liées aux laiteries n'ont aucun pouvoir et les laiteries veulent faire disparaître les conférences de bassin.

L'embargo russe n'arrange rien à la situation. Personne ne veut assumer les conséquences des décisions géo-politiques. Quant à la nouvelle PAC, tous les éleveurs laitiers ne sont pas en zones de handicaps naturels et peu nombreux sont ceux qui bénéficieront de la réévaluation de l'ICHN.

Un remake de 2009 se prépare en pire, puisque entre temps, la situation générale des exploitations s'est encore dégradée.

La logique du « toujours plus de volume » est criminelle. La course à l'agrandissement ne sert à rien. En faisant croire aux éleveurs que c'est leur seule solution, les laiteries les condamnent volontairement. Le raisonnement de ceux qui laissent faire, consiste à penser mondial et concurrence débridée.

Pour eux, il y aura toujours ailleurs une ressource pour s'approvisionner.

Pour eux, la valorisation d'un produit national ne signifie rien. La vie d'un territoire non plus.

Autre exemple, le marché des céréales

Suite à l'importation de 15 millions de tonnes de maïs Ukrainien, le cours du blé

panifiable à chuté et le marché des céréales fourragères est engorgé.

Les prix proposés aux agriculteurs sont en dessous des coûts de production et pour couronner le tout, M. Le Foll a décidé de ponctionner les céréaliers de 20% de leurs aides.

Alors, me direz vous, c'est bon pour l'élevage car les prix de l'aliment vont baisser !

C'est en effet ce qui devrait arriver car la coopération fabrique une grande partie de cet aliment.

À ce jour la baisse n'est pas conséquente, alors qui profite ?

Autre exemple la production de viande

La France pourrait être un acteur majeur de l'exportation de viande bovine de qualité, avec des gros bovins finis valorisés à l'export en cas d'engorgement du marché. Au lieu de ça, Stéphane Le Foll a choisi de délaissier les engraisseurs dans sa PAC.

Comble du paradoxe : les mêmes syndicalistes dénoncent la guerre des prix menée par la grande distribution, mais l'alimentent en même temps, en laissant le champ libre aux viandes étrangères pour les plats préparés.

La Coordination Rurale rappelle que cet engrenage est le résultat d'une PAC libérale. Censée maintenir la production, elle ne fait qu'apporter la précarité aux éleveurs ! La vocation de l'élevage français est bien de créer la valeur ajoutée dans les exploitations agricoles qui nourrissent et nourriront le pays.

Il s'agit donc d'alimenter le marché intérieur et européen en voyant dans l'export une opportunité accessoire, à la seule fin d'ajuster le marché. Il ne peut pas constituer le socle de la politique agricole en matière de viande.

Autre exemple, les conséquences de l'embargo Russe sur les fruits et légumes.

La décision Européenne de sanctions économiques contre la Russie a touché en premier le marché des fruits et légumes.

L'UE n'a pas assumé les conséquences de ses décisions politiques et s'est contentée de débloquer une somme dérisoire de 125 millions d'euros pour l'ensemble des pays, faisant ainsi croire à la population que le problème était réglé.

Une fois de plus, nous constatons que les producteurs servent de variable d'ajustement dans une Europe qui ne les protège pas. Cet exemple n'est cependant qu'un élément supplémentaire dans la crise des fruits et légumes. Le vrai problème, c'est le dumping social, environnemental et sanitaire des importations à bas prix.

Nous avons pourtant une solution pour rétablir l'équilibre : arrêter d'importer des produits ne respectant pas nos normes !

Enfin la viticulture

La viticulture échappe de peu à une crise similaire à celle du lait : notre système de régulation de la production a été maintenu grâce à un lobby intensif de toutes les organisations viticoles et de la CR auprès des parlementaires et du gouvernement. Nous avons ainsi, tous unis, réalisé un exploit : faire reculer la Commission européenne dans sa grande entreprise de libéralisation. Un nouveau système de régulation se met en place, et la CR y participe activement

Régulation, exception agricole, et reconquête de l'autonomie alimentaire doivent devenir les priorités de l'UE, afin d'assurer une stabilité durable sur notre continent.

Notre entrée dans les interprofessions, doit, avec la mise en place des organisations de producteurs transversales, nous permettre de peser dans la gestion de la production, afin d'entrer dans un tunnel de prix rémunérateurs.

Il faut que l'alimentation soit un secteur stratégique et qu'on arrête de nous parler de PAC en la résumant à un simple équilibre budgétaire.

Pour un coût de la PAC de 100€ par habitant, tous les citoyens Européens bénéficient de nourriture saine et de qualité.

Si nous ne nous battons pas pour faire du protectionnisme intelligent, comme le font les Américains, nous perdrons nos avantages lors des accords TAFTA, **et nos enfants le paieront très cher.**

Nous sommes encore une grande nation agricole, mais avec le départ de nombreux agriculteurs écoeurés par le manque de lisibilité et d'avenir, nous ne le resterons pas longtemps.

Nos politiques doivent passer de l'incantation au pragmatisme. Et plutôt que de regarder quotidiennement leur côte de popularité dans les sondages, ils doivent anticiper pour prendre les bonnes décisions, afin d'assurer un développement harmonieux et équitable, seul garant de la paix sociale.

Dans l'exercice de notre profession, il y a un sujet qui fait l'unanimité : c'est celui des contraintes réglementaires qui encadrent notre métier.

Voltaire disait : « on a trouvé en bonne politique, le secret de faire mourir de faim ceux qui, cultivant la terre font vivre les autres ».

François Hollande a parlé d'un choc de simplification pour redonner un élan à notre économie.

Le bon sens paysan de la CR 47 dit « Foutez nous la paix, laissez nous travailler' ! »

Avec cette affiche, on m'a en haut lieu reproché d'être démagogique et populiste. Ceux qui font ce reproche n'ont aucune connaissance de la réalité de notre métier.

Il n'y a aucune autre catégorie socioprofessionnelle qui accepterait d'exercer son métier en sachant qu'elle le fait dans l'illégalité. C'est pourtant notre cas à tous et parmi nous, les éleveurs sont les plus exposés lors d'un contrôle.

Le gouvernement a décidé, sans concertation et dans la plus grande précipitation, une extension des zones vulnérables proprement scandaleuse.

Pour la Coordination Rurale, il s'agit là d'une provocation de trop. Les nombreux agriculteurs concernés, et plus particulièrement les éleveurs, ne pourront pas investir dans de coûteux aménagements pour se mettre en conformité avec la directive nitrates.

Ces nouvelles mesures sont d'autant plus inacceptables que, nous le savons les uns et les autres, l'extension des zones vulnérables n'est basée sur aucune justification scientifique ou écologique avérée.

Comme par hasard, dans bien des régions, les Chambres d'Agriculture et leurs soutiens syndicaux ont tellement bien géré le problème des zones vulnérables qu'elles touchent désormais des centaines de communes supplémentaires !

Dans ces mêmes rangs, certains crient haut et fort leur mécontentement... Mais dans les faits, ils prônent l'adaptation, la formation et ils seront finalement bien contents d'instaurer des services payants supplémentaires pour leur Chambre. Il faut se méfier des contrefaçons. Il y a des faussaires parmi ceux qui combattent les zones vulnérables.

Ce n'est pas le cas, ici dans le Lot-et-Garonne. La Chambre du 47 et les responsables CR s'étaient mobilisés pour obtenir le retrait de nombreuses communes de la zone vulnérable et c'est sans aucune concertation que ces communes ont été réintégrées dans la nouvelle carte.

Cette nouvelle carte a été faite en catastrophe par le ministère de l'Ecologie et celui de l'Agriculture, car la France se savait condamnée par l'UE pour non respect de la directive nitrate.

Tous les moyens juridiques et syndicaux seront explorés pour faire reculer l'administration. Avec une Chambre réellement au service des agriculteurs, comme ici en Lot-et-Garonne, il est possible de redonner de l'espoir à nos collègues paysans.

Enfin je veux vous parler du verdissement.

Le verdissement ou comment rassurer le citoyen consommateur, tout en cédant à la pression des écologistes des villes.

L'UE a laissé la liberté à chaque membre de renforcer ou pas ce prélèvement du premier pilier vers le deuxième. Contrairement à la France, les Allemands ne se sont

pas trompés en prenant une version « light » du verdissement.

Le choix Français, avec le concept de l'agroécologie, nous expose à plus de contraintes et plus de sanctions, car les régions qui contrôlent ces fonds, sont infiltrées par de nombreux groupes écologistes.

La tentation de récupérer les aides perdues sur le premier pilier va donc exposer bon nombre d'agriculteurs qui prendront des mesures inappropriées sur leurs exploitations.

La CR demande le report de la mise en place du verdissement, car la campagne 2015 est déjà engagée et nous n'avons pas encore toutes les déclinaisons de ce verdissement.

La FNSEA reste silencieuse sur ce problème. Elle sera bien entendu au côté des agriculteurs pour les accompagner. Business quand tu nous tiens !

Avant de traiter le dernier sujet, je voudrais vous lire une citation de Michel Serres, qui n'a pas pu être présent pour raison de santé :

« Pour être un vrai écologiste, il faut être un mathématicien, biologiste, botaniste, physicien, chimiste, zoologiste, climatologue... Et puis il y a l'écologie politique qui groupe un certain nombre de bavards. Ce que je souhaite, c'est que les écologistes selon la deuxième définition apprennent l'écologie selon la première. »

Et cela m'amène à parler de deux mondes qui se font face, les agriculteurs et les écologistes, notamment dans la vallée du Tescou.

La retenue d'eau de Sivens est devenue un symbole. Va-t-on encore pouvoir en France réaliser un équipement public ?

Va-t-on encore pouvoir faire de l'agriculture qui, n'en déplaise aux pseudo-écologistes, a besoin d'eau pour faire pousser nos cultures ?

A la CR, nous nous battons depuis 20 ans, pour une politique de bon sens : stocker l'excès d'eau des pluies hivernales pour irriguer en été.

La multiplicité des cultures céréalières, le maintien des prairies, le développement des cultures maraîchères et des vergers en dépendent. C'est une condition indispensable pour que subsiste une vraie diversité agricole avec des « petits » et des « gros », avec des bio et des conventionnels, mais avant tout avec des agriculteurs responsables qui connaissent la richesse de leurs terroirs et souhaitent la conserver.

Les agriculteurs sont les vrais environnementalistes. Les activistes « zadistes » de Sivens sont en réalité des « anti-tout ». Leur positionnement, leurs motivations et leurs modes d'action sont bien plus dans l'idéologie que dans l'écologie.

Leur philosophie mêle vénération de la nature et haine de l'humanité, de la démocratie et des pouvoirs publics.

Ils s'attaquent aussi aux élevages porcs bio sur paille, aux truies en plein air ou ici dans le Lot-et-Garonne, à un projet d'élevage de canards.

Leur caricature de notre métier, leur intimidation et même parfois leurs menaces physiques à l'encontre des agriculteurs, sont notre lot quotidien.

Vu le parcours du combattant pour réaliser un projet, il y a largement assez de temps pour organiser des débats contradictoires. Notre administration, si tatillonne, pourrait d'ailleurs en assurer le bon déroulement en vérifiant la réelle légitimité de ceux qui se regroupent sous la bannière FNE.

Alors pour parodier notre ministre de l'écologie, je dirais tout simplement que si nous sommes encore dans un pays libre, il y a effectivement un temps pour la démocratie participative, mais si ensuite tout le monde veut faire sa loi, arrive très vite le temps de l'anarchie participative.

A la CR, nous pensons que nous pouvons concilier économie et respect de l'environnement. Et c'est cela qui nous permettra de produire suffisamment pour nourrir les Hommes.

L'eau c'est la vie. De tous temps, les hommes ont cherché à développer l'irrigation qui permet de sécuriser les cultures.

Ceux qui nous parlent de réchauffement climatique sont les mêmes qui nous empêchent de construire des lacs.

Nos voisins Espagnols ont fait de l'irrigation une cause nationale et sont en train de nous prendre tous les marchés de fruits et légumes. Et pendant ce temps, un représentant de la Confédération Paysanne du Tarn dit qu'il ne faut pas faire ce lac car les agriculteurs n'ont qu'à faire pousser des plantes qui consomment moins d'eau.

Je ne pense pas que les Français vont uniquement se nourrir de figues de barbarie.

En conclusion.

La CR a 21 ans, nous sommes aujourd'hui le deuxième syndicat agricole Français, le premier syndicat alternatif. La France, contrairement à d'autres pays européens, ne parle qu'avec les syndicats représentatifs.

Aujourd'hui, notre positionnement entre la FNSEA et la Conf' est simple.

La FNSEA, syndicat historique cogestionnaire, défend une agriculture industrielle, dans laquelle bon nombre d'agriculteurs sont devenus des apporteurs de matière première à bas prix, intégrés via une certaine coopération.

La Confédération Paysanne, coincée par sa mixité avec des associations écologistes, se retrouve à défendre une agriculture paysanne dans laquelle le bio est érigé en religion.

De plus sur des sujets comme les phytosanitaires, l'irrigation, la ferme des 1000 vaches etc, elle s'érige en « gardienne du temple » en effectuant des contrôles citoyens, au mépris de la démocratie.

Dans notre monde binaire, la présence d'un troisième syndicat pose problème, sachant que dans ce combat les deux autres ont intérêt à nous voir disparaître.

À tous ceux qui désespèrent ou qui se demandent à quoi sert le syndicalisme, je veux dire que si nous n'existions pas notre cas serait réglé depuis longtemps.

La CR se bat pour des prix rémunérateurs, seule garantie d'une gestion durable de nos exploitations.

Avec la fin des quotas laitiers, l'Europe confirme sa vision ultralibérale dans laquelle le libre marché doit régler les problèmes.

Cela va se traduire par un agrandissement des structures agricoles favorable à l'intégration des agriculteurs et la faillite de nombre d'entre eux.

Alors, me direz vous, on est foutu. Ca ne sert à rien de se battre.

Je suis de nature optimiste mais pragmatique et je pense que la grave crise que nous vivons va redistribuer les cartes.

Nous faisons un métier essentiel pour notre société.

Ceux qui croient ou font semblant de croire que demain, d'autres nous nourriront à bas prix nous mènent droit dans le mur. Et ceux sont eux qui veulent encadrer l'agriculture pour engranger les bénéfices de demain.

Il est pour moi impensable que des présidents de coopératives imaginent que l'agroalimentaire pourra encore se développer alors que dans certaines régions on aura dépassé le seuil de désertification.

Je sais que, dans cette salle, je suis devant des femmes et des hommes libres, passionnés par leur métier et qui prennent de leur temps pour militer et faire progresser nos idées.

C'est pour cela que je vous redis que face à l'adversité, tous unis, nous pouvons garder notre métier en main.

Jacques Laigneau disait « on n'a jamais tondu les loups ».

Serge Bousquet Cassagne dit souvent « qu'il faut agir en meute ».

Même si je dis que pour les éleveurs « un bon loup est un loup mort », il faut que nous gardions à l'esprit que l'on a ce que l'on mérite.

C'est ce qui motive mon engagement, quand je vois le désarroi qui frappe nos campagnes.

Quand je vois des paysans encore manifester avec ceux qui cogèrent cette PAC,

quand je vois le mépris d'une partie de la population qui pense qu'on massacre nos terres et qui veulent aujourd'hui nous faire passer pour des pollueurs alors que les villes étouffent dans un cocktail de particules fines.

Je me dis que nous devons être fiers de nous battre pour que demain nous puissions vivre de notre métier.

Alors oui, je l'affirme haut et fort, si demain la France veut encore des paysans :

« Foutez nous la paix laissez nous travailler ».